

ANNEXE

[Nom de l'entreprise]
[Coordonnées postales,
Electroniques et téléphoniques]

Madame / Monsieur [NOM PRENOM]
Maire de [nom de la commune]
[Adresse de la commune]

Le JJMMAAA,

Objet : Demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public du [date d'arrivée] au [date de départ] sur le territoire de [nom de la commune]

Pièces jointes :

- Composition détaillée du cirque (matériel roulant, ménagerie, dimensions exactes et plan du chapiteau),
- Extrait K *bis* d'immatriculation au registre du commerce datant de moins de 3 mois,
- Pièce d'identité du responsable,
- Certificat de conformité du chapiteau au niveau sécurité, en cours de validité,
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité,
- Le cas échéant, autorisations sanitaires requises pour les animaux.

En ma qualité de [XXX], je sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public par l'entreprise [X] proposant des spectacles de [XXX].

- **Description de l'activité envisagée :**
 - o Nature des spectacles (nombres de tours, durée) et programmation (dates) : [XXX]
 - o Nombre de spectateurs attendus par spectacles : [XXX]
 - o Prix d'entrée : [XXX]
 - o Inclusivité du projet (accessibilité aux personnes en situation de handicap, interaction avec le tissu économique local, places à tarif préférentiel pour les écoles maternelles et primaires) : [XXX]
- **L'entreprise demande :**
 - o L'occupation du terrain situé : [adresse + éventuellement carte précisant les zones de stationnement].
 - o Du [date d'arrivée] au [date de départ], la demande étant formulée [X] semaines avant la date d'installation.
 - o A connaître le montant du droit de place.
- **L'entreprise s'engage :**
 - o A verser le droit de place à la date du [XXX],



- A restituer le site à l'identique dans l'état de propreté, de fonctionnement des équipements (sanitaires, réseaux des fluides...) et à effectuer un état des lieux avec votre représentant et selon les modalités qui vous conviendront:
 - à l'arrivée le [XXX]
 - et au départ le [XXX],
 - à verser une caution de [XXX] sous forme de [chèque, virement].
- A accueillir, le cas échéant à la date qui vous conviendra, une commission de sécurité,
- A ne pas pratiquer d'affichage sauvage et enlever après la dernière représentation la totalité des panneaux publicitaires qu'elle aurait installés.

Si l'installation sur le site demandé s'avérait inopportune ou impossible aux dates prévues, je vous prie de bien vouloir :

- M'en indiquer la raison et m'indiquer à partir de quelle date cette installation pourrait être possible,
- Le cas échéant, de m'indiquer les critères d'attribution pondérée,
- Me proposer un autre site sur le territoire de la commune ou de l'intercommunalité répondant aux critères suivants : [accessibilité, taille, équipements nécessaires...].

Sans réponse de votre part à l'expiration d'un délai de deux mois, je solliciterais une médiation par le représentant de la commission départementale des professions foraines et circassiennes.

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations respectueuses.

Le responsable

***Copie à Madame la préfète/Monsieur le préfet,
en tant que président commission départementale des professions foraines et
circassiennes***

